

Les dépenses militaires

Elisabeth SKÖNS

Après avoir reculé pendant dix ans, les dépenses militaires mondiales progressent de nouveau : en 2004, elles étaient proches du sommet atteint au plus fort de la guerre froide. Quelles sont les incidences de cette augmentation et comment l'interpréter ? Est-elle le signe d'une dégradation du contexte de sécurité ou signifie-t-elle une sécurité accrue ? Les dépenses militaires sont-elles une façon efficace de garantir la sécurité dans le contexte actuel ? Toutes ces questions sont importantes. Une analyse des tendances et des schémas de dépenses militaires constitue un bon point de départ.

Les dépenses militaires sont une évaluation grossière des sommes attribuées par les gouvernements à des fins militaires. Elles permettent ainsi d'évaluer la priorité donnée aux moyens militaires d'assurer la sécurité – selon la façon qu'a chaque gouvernement d'évaluer la sécurité nationale – ou d'atteindre d'autres types d'objectifs nationaux définis dans les doctrines de sécurité nationale.

Cet article fait le point sur les tendances des dépenses militaires mondiales, évoque les limites de l'analyse et précise quelles données sont nécessaires pour améliorer l'analyse du nouveau contexte de sécurité.

Les tendances et les schémas des dépenses militaires

Dès la fin de la guerre froide en 1989, les dépenses militaires mondiales ont reculé, rapidement puis plus lentement à partir du milieu des années 90. Les dépenses ont commencé à augmenter en 1999 et cette augmentation s'est accélérée depuis 2002. Selon les estimations de l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (SIPRI), les dépenses militaires mondiales ont augmenté en moyenne de 6% par an, en termes réels, entre 2002 et 2004 ; elles approchent aujourd'hui du niveau atteint au plus fort de la guerre froide.

Ce niveau est incroyable compte tenu des profonds changements survenus dans le contexte international de sécurité depuis la fin de la guerre froide et du fait que les dépenses militaires des États ayant succédé à l'Union soviétique sont nettement inférieures à celles du temps de la guerre froide.

Elisabeth Sköns dirige le projet du SIPRI sur les dépenses militaires et la production d'armements. Elle a publié récemment un chapitre dans *Arms Trade and Economic Development: Theory and Policy in Offsets* (Routledge, 2004), sous la direction de J. Brauer et J.P. Dunne, et deux articles pour *International Task Force on Global Public Goods* (2004). Elle a participé à la plupart des éditions du *SIPRI Yearbook* depuis 1983.

LA TENDANCE MONDIALE DES DÉPENSES MILITAIRES

En 2004, les dépenses militaires mondiales ont été évaluées à 1035 milliards de dollars des États-Unis, sur la base des données officielles des gouvernements de 159 pays dans la base de données du SIPRI concernant les dépenses militaires. Ce chiffre représentait 2,6% du produit intérieur brut (PIB) et une dépense d'environ 162 dollars par personne¹.

La majorité des dépenses militaires sont effectuées par des pays à revenu élevé. Si 32 pays réalisant 79% des dépenses militaires mondiales ne représentent que 16% de la population mondiale, 58 pays parmi les plus pauvres représentant 41% de la population mondiale ne réalisent que 4% des dépenses militaires mondiales. Ainsi, le niveau des dépenses militaires est fortement lié à la capacité de dépense, autrement dit au revenu par habitant. En 2004, les dépenses militaires par habitant s'élevaient à 867 dollars pour les pays à revenu élevé et à 20 dollars pour les pays à faible revenu.

Si les pays pauvres réalisent une petite partie des dépenses militaires mondiales, le poids économique de ces dépenses est élevé dans la plupart des pays pauvres en raison de leur faible PIB par habitant. Une force de défense modeste peut ainsi absorber une part importante des richesses nationales. Ajoutons que le fardeau que cela représente pour les pays pauvres est plus lourd que ce que peut laisser penser le pourcentage du PIB. En effet, si un pays pauvre ne consacre qu'une petite part de son PIB aux dépenses militaires, cela peut signifier une lourde charge économique en raison de la faible marge de dépense des pays pauvres par rapport aux pays riches.

Un facteur qui explique la part élevée des dépenses militaires dans le PIB des pays pauvres est la fréquence élevée des conflits armés dans ces pays. En 2003, il y eut 29 conflits armés ayant entraîné au cours de l'année la mort d'au moins 25 personnes dans des combats. Sur tous ces conflits, un seul se déroulait dans un pays à revenu élevé (Israël), alors que 20 concernaient des pays à faible revenu. Les huit autres conflits concernaient des pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure), alors qu'aucun conflit ne touchait de pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure)². Les chiffres officiels concernant les dépenses militaires des pays en guerre sont généralement très en deçà de la réalité. Les chiffres officiels montrent pourtant qu'une grande partie du PIB de ces pays est consacrée aux dépenses militaires.

Le fait que la plupart des conflits sont aujourd'hui des conflits intra-étatiques soulève la question du rôle des dépenses militaires. Par exemple, les moyens militaires sont perçus comme une dissuasion contre des attaques armées extérieures. Dans quelle mesure les moyens militaires peuvent-ils être utilisés pour dissuader un conflit armé intérieur ? Un autre élément important est l'internationalisation des conflits armés intra-étatiques. Le monde étant toujours plus internationalisé, la plupart des conflits armés ont des conséquences extérieures considérables, qui touchent aussi bien leurs voisins que des pays plus éloignés. Cette situation soulève la question de l'aide extérieure pour la prévention des conflits et les opérations de paix internationales et celle du financement de telles activités.

La concentration des dépenses militaires entre quelques pays est encore plus évidente si l'on regarde les pays qui dépensent le plus. En 2004, 15 pays ont réalisé 82% des dépenses militaires mondiales. Certains de ces pays sont des pays à revenu élevé, mais pas tous. Ces 15 pays ont tous un PIB élevé. Les pays de ce groupe qui ne sont pas des pays à revenu élevé sont la Chine, l'Iran, l'Arabie saoudite, la Corée du Sud, la Russie, l'Inde, la Turquie et le Brésil (dans l'ordre du niveau de leurs dépenses militaires).

Sur les 15 pays qui ont dépensé le plus en 2004, cinq représentent 64% des dépenses militaires totales. Les États-Unis ont réalisé à eux seuls 47% des dépenses militaires mondiales, soit presque autant que l'ensemble des dépenses des 158 autres pays qui figurent dans la base de données du SIPRI. Les États-Unis ont une incidence considérable sur le niveau et la tendance des dépenses

militaires mondiales. Par conséquent, l'augmentation incroyable des dépenses militaires entre 2002 et 2004 s'explique presque uniquement par la progression des dépenses des États-Unis, l'unique superpuissance aujourd'hui.

LES DÉPENSES MILITAIRES DES ÉTATS-UNIS

La très forte progression des dépenses militaires américaines s'explique principalement par les crédits supplémentaires considérables accordés à la « guerre contre le terrorisme » à la suite du 11 septembre 2001. Entre septembre 2001 et février 2005, les crédits supplémentaires débloqués en ce sens représentaient 346 milliards de dollars. Il s'agit non seulement des crédits alloués au Département de la défense, mais aussi de ceux du Département d'État et du Département de la sécurité du territoire. La majorité de ces fonds, autrement dit 268 milliards de dollars, sont allés au Département de la défense pour financer essentiellement les opérations militaires en Afghanistan et en Iraq. Cette somme est particulièrement importante, surtout par rapport aux dépenses militaires d'autres pays et régions. Ainsi, en 2004, les dépenses militaires totales du Moyen-Orient (à l'exception de l'Iraq pour lequel nous ne disposons d'aucune donnée) représentaient 56 milliards de dollars, celles de l'Afrique 13 milliards de dollars et celles de l'Asie 153 milliards de dollars, selon les estimations du SIPRI (avec les prix et les taux de change de 2003). Un autre élément de comparaison intéressant est le chiffre de la dette extérieure de l'ensemble des 58 pays à faible revenu, qui représentait en 2001 un total de 533 milliards de dollars.

L'impact économique des dépenses militaires des États-Unis est une question débattue depuis quelques années. Ceux qui soutiennent que le niveau actuel des dépenses militaires ne constitue pas une charge trop lourde pour l'économie américaine font la comparaison avec la période de la guerre froide (les dépenses militaires représentaient 3,9% du PIB pour l'année fiscale 2004, alors qu'elles représentaient 6,2% du PIB en 1986). Ils estiment, en outre, que la croissance de l'économie américaine devrait permettre d'augmenter encore les dépenses militaires américaines. D'autres soutiennent que la limite des dépenses militaires dépend des électeurs américains, de ce qu'ils sont prêts à dépenser, autrement dit de la façon dont ils perçoivent les menaces et jugent pertinente ou non la force militaire pour y faire face. Si un large consensus se dégage, ce qui semble être le cas aujourd'hui aux États-Unis en raison de la menace de terrorisme international, l'électorat serait prêt à faire de grands sacrifices sur le plan de la prospérité économique au profit de la défense.

D'autres pensent que l'opinion va bientôt dénoncer les budgets militaires élevés. Les dépenses militaires progressent aujourd'hui au détriment des dépenses sociales et autres dépenses non militaires du Gouvernement. La guerre contre le terrorisme soulève de plus en plus d'interrogations sur la pertinence des moyens militaires pour mener ce combat et sur la question de savoir si les opérations militaires en Iraq visent à lutter contre une menace qui pèse sur les États-Unis, surtout depuis que la raison invoquée officiellement par les États-Unis, qui était initialement d'empêcher une attaque avec des armes de destruction massive, est devenue le changement de régime et la démocratisation.

Ceux qui estiment que le niveau actuel des dépenses militaires aux États-Unis est un réel problème économique évoque l'ampleur du déficit budgétaire (3,6% du budget fédéral pour l'année fiscale 2004) qui entraîne une augmentation rapide de la dette publique et de la dette extérieure, ce qui aura une incidence négative sur l'économie américaine à moyen et long termes. Ils doutent de la possibilité de maintenir un tel niveau de dépenses militaires. Un argument supplémentaire concerne la vulnérabilité de l'économie américaine face à la progression des réserves de change de certains pays, et plus particulièrement de celles de la Chine et du Japon, en raison de la très grosse dette extérieure des États-Unis.

LES AUTRES PAYS QUI DÉPENSENT BEAUCOUP

Sur les 15 pays qui ont fait les plus grosses dépenses militaires, plusieurs autres ont augmenté leurs dépenses au cours des dernières années. À la différence des États-Unis, ces pays n'ont pas modifié considérablement la tendance de leurs dépenses militaires depuis septembre 2001, ni suite à l'augmentation des dépenses militaires des États-Unis ni face aux menaces de terrorisme international. Une étude sur les dépenses militaires réalisées depuis 1999 par sept des 15 pays ayant réalisé les plus grosses dépenses militaires (et qui sont de grandes puissances régionales ou sous-régionales) conclut dans l'édition 2004 du *SIPRI Yearbook* que ces pays ne semblent pas suivre la tendance des États-Unis ni vouloir aller dans ce sens dans un avenir proche.

Cette conclusion n'exclut toutefois pas la possibilité d'une progression des dépenses militaires. Les dépenses militaires avaient progressé dans les sept pays étudiés – le Japon, le Royaume-Uni, la France, la Chine, la Russie, l'Inde et le Brésil (classés selon le niveau de leurs dépenses militaires) – pendant la période en question (1999-2003) et dans plusieurs d'entre eux longtemps avant. Les dépenses militaires de la Chine et de l'Inde progressent depuis longtemps rapidement. Le taux annuel moyen de progression, entre 1995 et 2004, des dépenses militaires est de plus de 11% en termes réels pour la Chine et de plus de 6% pour l'Inde. Les dépenses militaires du Japon ont également tendance à progresser sur le long terme, mais plus lentement. En Russie et au Royaume-Uni, la progression des dépenses militaires est plus récente, elle ne date que de cinq ou six ans ; et en France, la période actuelle d'augmentation a commencé voilà trois ans. Sur les sept pays, le Brésil est le seul à avoir réduit ses dépenses militaires depuis quelques années. Les dépenses militaires du Brésil ont augmenté entre 1999 et 2002 ; elles étaient en 2003 très légèrement supérieures à celles de 1999, mais le budget militaire de 2003 était nettement inférieur à celui de 2002. Ces réductions s'expliquent essentiellement par deux facteurs : une politique fiscale drastique face aux difficultés économiques et un changement délibéré des priorités de dépenses gouvernementales du secteur militaire aux objectifs sociaux, avec notamment le projet « famine zéro ».

Sur les sept puissances régionales ou sous-régionales passées en revue, six ont continué à augmenter leurs dépenses militaires en 2004. Aucun changement considérable n'est intervenu depuis 5 ans, si ce n'est le Japon, qui a accéléré le rythme de progression de son budget militaire pour 2004. Le Brésil, qui est la seule exception, a encore réduit son budget militaire en 2004.

LES DÉPENSES MILITAIRES RÉGIONALES

Les régions qui ont vu leurs dépenses militaires progresser le plus après la guerre froide sont l'Afrique du Nord, l'Asie du Sud et le Moyen-Orient, avec des augmentations respectives de 65%, 50% et 40% en termes réels, entre 1995 et 2004. En Asie centrale, les dépenses militaires régionales ont également beaucoup augmenté. Les données pour les pays d'Asie centrale sont insuffisantes et difficiles à interpréter, surtout pour les cinq premières années qui suivirent leur indépendance en 1991, avec l'effondrement de l'Union soviétique. L'augmentation des dépenses dans les quatre pays d'Afrique du Nord – l'Algérie, la Libye, le Maroc et la Tunisie – reflète les très fortes progressions de celles des trois premiers pays, surtout depuis cinq ans. Dans la plupart des régions, les dépenses militaires sont fortement influencées par celles des principales puissances régionales et sous-régionales. Ainsi, la progression des dépenses militaires en Asie du Sud reflète la progression des dépenses militaires de l'Inde, qui représentent 73% de ces dépenses pour la région. De la même façon, la tendance au Moyen-Orient est influencée essentiellement par les dépenses militaires d'Israël et de l'Arabie saoudite, et dans une moindre mesure, par celles du Koweït.

Les régions qui ont vu leurs dépenses militaires progresser le moins rapidement entre 1995 et 2004 sont l'Amérique centrale et l'Europe. En Amérique centrale, où les dépenses militaires ont toujours été consacrées essentiellement à la sécurité intérieure et aux conflits armés intérieurs, les dépenses régionales étaient en 2004 à peu près équivalentes à celles de 1995, ce qui reflète l'amélioration du climat de sécurité intérieure dans la région. En Europe, y compris en Russie et dans d'autres pays d'Europe centrale et orientale, les dépenses militaires ne furent en 2004 que 7% supérieures en termes réels à celles de 1995. En Europe occidentale, la progression a été moins importante, un total de 5% en termes réels en 10 ans.

Ce qui mérite peut-être le plus d'être signalé c'est qu'aucune région n'a réalisé en 2004 des dépenses militaires inférieures à celles de 1995. Le recul des dépenses militaires après la fin de la guerre froide a cessé dans toutes les régions. Certaines régions n'ont jamais vu leurs dépenses militaires reculer après la guerre froide, alors que d'autres, essentiellement celles qui appartenaient aux alliances militaires de la guerre froide (autrement dit l'Europe et l'Amérique du Nord), les virent reculer de manière importante. Dans la plupart des pays de ces régions, l'inversion de tendance s'est produite au milieu ou à la fin des années 90. Depuis, les dépenses militaires ont augmenté, lentement dans la plupart des pays mais rapidement dans certains.

Aucune région n'a réalisé en 2004 des dépenses militaires inférieures à celles de 1995.

Ce que signifient les dépenses militaires

Les dépenses militaires sont les sommes affectées par un gouvernement à des fonctions militaires. Il s'agit de l'argent consacré au secteur et donc d'une mesure de dotations. Il n'existe pas de lien direct entre l'affectation de ressources financières au secteur militaire (dépenses militaires) et les résultats en termes de capacité militaire, de force militaire ou de sécurité militaire. Les sommes dépensées peuvent servir à acheter des ressources physiques très différentes (main d'œuvre, armements, services de maintenance, services de recherche-développement, construction, etc.) et à des niveaux technologiques divers. Les résultats obtenus dépendent de ce à quoi l'argent est consacré et de la façon dont les ressources acquises sont gérées et utilisées.

Comme les données concernant les dépenses militaires sont une mesure de dotations, elles ne reflètent que le coût des activités militaires et les priorités données par le gouvernement aux dépenses militaires et non militaires, mais des problèmes d'évaluation viennent aussi compliquer les choses. Premièrement, la définition du budget de la défense varie d'un pays à l'autre et parfois même à l'intérieur d'un pays selon les années. De plus, le budget de la défense ne concerne que les dépenses du ministère de la défense, tandis que d'autres postes de dépenses militaires sont financés par d'autres ministères. Certains pays, mais pas tous, ont des catégories budgétaires qui englobent les dépenses militaires de ministères autres que celui de la défense. Ces catégories varient aussi d'un pays à l'autre et au fil des années.

Deuxièmement, les données concernant les dépenses militaires ne sont pas toujours fiables. Elles peuvent être cachées dans d'autres postes du budget que la défense. En outre, certaines dépenses militaires peuvent être entièrement financées en dehors du budget de l'État, ce sont des dépenses hors budget. Il peut s'agir notamment de dépenses payées par les recettes issues des activités commerciales des forces armées. Il peut aussi s'agir de revenus externes destinés à des achats particuliers, le plus souvent des importations d'armes. L'exemple le plus connu en temps de paix est celui du Chili, qui finançait ses importations d'armes par les recettes des exportations de cuivre qui n'entraient pas dans le budget ordinaire de l'État. En temps de guerre, les revenus tirés de la vente de richesses naturelles sont souvent utilisés pour financer les coûts de la guerre ; des dépenses qui n'apparaissent pas dans le budget de l'État.

Troisièmement, les dépenses consacrées aux forces armées et aux activités politiques armées ne comptent pas uniquement celles des gouvernements. Différents types d'acteurs non étatiques impliqués dans des guerres et des conflits armés dépensent aussi de l'argent pour des armes et des activités armées. Ces sommes n'apparaissent pas dans les estimations des dépenses militaires.

Les dépenses militaires ne sont jamais le signe de résultats concrets et ne signifient aucunement que la sécurité est assurée.

Si théoriquement les données concernant les dépenses militaires sont un indice valable du coût des activités militaires et des priorités d'un gouvernement, elles posent quelques problèmes de fiabilité. Et même si les problèmes d'évaluation pouvaient être résolus, les chiffres des dépenses militaires ne permettraient pas des comparaisons internationales des forces et capacités militaires, même si cela se fait parfois. Les dépenses militaires ne sont jamais le signe de résultats concrets et ne signifient aucunement que la sécurité est assurée.

Lorsqu'on évalue la façon dont la sécurité est assurée, il ne faut pas non plus oublier le contexte de sécurité.

Les dépenses militaires et la sécurité

Le rapport entre dépenses militaires et sécurité a toujours été complexe. Les concepts de sécurité de la guerre froide, qui étaient axés sur la sécurité territoriale et la sûreté de l'État, ont cédé le pas à des concepts plus larges et plus poussés ; les dépenses militaires sont donc aujourd'hui une donnée un peu moins importante dans l'évaluation des dépenses faites par l'État pour assurer les objectifs de sécurité.

Les nouveaux concepts de sécurité apparus dans les années 90 et au début des années 2000 sont moins axés sur le recours à la force militaire. L'attention, qui était focalisée sur l'affrontement entre l'Est et l'Ouest, se porte désormais sur la sécurité des pays en développement. Ce changement traduit une inquiétude croissante à l'égard des conséquences – à l'extérieur comme à l'intérieur – des conflits armés dans ces pays, mais aussi des risques liés à l'apparition des pays dits « fragiles » ou « en faillite ». Il signifie aussi que l'on reconnaît que garantir la sécurité humaine dans ces pays nécessite d'autres mesures que la force militaire. Enfin, la distinction entre sécurité intérieure et sécurité militaire est de plus en plus floue dans les pays industrialisés, la sécurité étant de plus en plus confrontée à des problèmes de terrorisme international et de criminalité transnationale organisée.

Il n'existe pas de consensus sur les principales menaces qui pèsent aujourd'hui sur la sécurité internationale, mais tout le monde est à peu près d'accord pour dire qu'elles dépassent les menaces contre la sécurité de l'État, contre la sécurité territoriale et les guerres entre États. Le Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement a tenté récemment de définir et préciser les concepts actuels de sécurité³ ; il a retenu six catégories de menaces qui pèsent sur la sécurité internationale :

- les menaces d'ordre économique et social (pauvreté, maladies infectieuses, dégradation de l'environnement, etc.) ;
- les conflits entre États ;
- les conflits internes (guerres civiles, génocide et autres atrocités, etc.) ;
- les armes nucléaires, radiologiques, chimiques et biologiques ;
- le terrorisme ;
- la criminalité transnationale organisée.

Nombre de ces menaces nécessitent des instruments non militaires plutôt que des instruments militaires, ce qui prouve la nécessité de trouver d'autres indices que les dépenses militaires pour évaluer les priorités des gouvernements s'agissant des questions de sécurité. Une analyse intéressante a été tentée aux États-Unis. Un groupe de chercheurs a examiné le budget des États-Unis pour voir quelle était la priorité accordée aux dépenses militaires et non militaires pour assurer les objectifs en matière de sécurité⁴. En analysant le budget pour l'année fiscale 2006, ils se sont aperçus que les dépenses pour la sécurité militaire s'élevaient à 449,21 milliards de dollars, ce qui comprenait les dépenses de défense nationale, moins les dépenses consacrées à la non-prolifération, plus l'aide à l'étranger en matière de sécurité. Les dépenses pour la sécurité non militaire représentaient 64,71 milliards de dollars, ce qui comprenait les dépenses consacrées aux affaires internationales, moins l'aide à l'étranger en matière de sécurité ; ainsi que les dépenses pour la non-prolifération et celles consacrées à la sécurité du territoire qui n'étaient pas financées par le Département de la défense. Cette étude proposait aussi une façon de mieux équilibrer le budget de la sécurité des États-Unis sans aggraver la situation fiscale. Elle identifiait une série de réductions (représentant un total de 53,1 milliards de dollars) qui pouvaient être faites dans le budget de la sécurité militaire sans compromettre la sécurité, et de nouvelles dépenses (pour un total de 40,5 milliards de dollars) qui pourraient être consacrées à différents programmes non militaires pour renforcer la sécurité. Les principaux programmes non militaires comprenaient des mesures destinées à combler les déficits majeurs au niveau du financement de la sécurité du territoire et à faire face aux dépenses accrues liées à l'aide au développement économique à l'étranger, aux opérations diplomatiques, aux contributions pour les organisations internationales et au maintien de la paix. Ce type d'analyse, axé sur la répartition des ressources, permettrait de voir comment les gouvernements s'adaptent ou non au nouvel environnement de sécurité.

Une autre façon d'envisager le rapport entre dépenses militaires et sécurité est le concept de bien commun mondial. Les biens communs profitent à tous ; les avantages qu'ils représentent ne peuvent être détournés. Au niveau national, les biens communs sont généralement payés de manière collective, par les gouvernements, car ils peuvent difficilement être financés par des particuliers. Il s'agit, par exemple, d'infrastructures, de systèmes éducatifs et de mesures écologiques. Ce concept analytique permet de décrire les défis mondiaux, y compris les menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité⁵. Adapter le concept de bien commun aux réalités économiques et politiques actuelles permet d'insister sur la nécessité d'équilibrer les dépenses de prévention des conflits armés et les coûts liés à l'absence de telles dépenses.

La paix et la sécurité peuvent être considérés comme des biens communs mondiaux car ils exercent une influence sur un grand nombre de pays et sur plusieurs générations. Dans le monde globalisé, les conflits armés, l'insécurité et une mauvaise gestion des affaires publiques sont des facteurs d'insécurité pour les gens, qu'ils vivent dans des pays voisins ou lointains. En raison des conséquences transnationales de l'absence de paix et de sécurité, généralement dans des pays en développement, il est clairement dans l'intérêt de ceux qui le peuvent de favoriser la paix et la sécurité dans ces pays. Si l'on veut comparer le coût de la paix et de la sécurité (par des activités de prévention de la guerre et de l'insécurité) par rapport à l'inaction, il importe d'examiner le rapport coût-efficacité des différents instruments de paix et de sécurité.

Conclusions

Les dépenses militaires augmentent de nouveau après avoir reculé pendant plusieurs années après la guerre froide. Cette augmentation est paradoxale ; elle intervient dans une période caractérisée

par un recul des menaces militaires et l'apparition de menaces et provocations qui nécessitent des moyens non militaires.

L'accélération récente des dépenses militaires mondiales s'explique essentiellement par les crédits débloqués par les États-Unis pour la guerre contre le terrorisme. La plupart de ces dotations ont été utilisées pour des opérations militaires en Iraq, alors que rien ne prouve que ce pays a des liens avec le terrorisme transnational. Ajoutons que la pertinence des moyens militaires pour lutter contre le terrorisme est fortement contestée.

Dans le contexte actuel, caractérisé par des menaces, des risques et des provocations très divers, les moyens militaires sont de moins en moins pertinents pour assurer la sécurité, alors que toute une gamme d'instruments non militaires seraient plus adaptés. Cette évolution pose la question de la pertinence des dépenses militaires pour évaluer la priorité donnée à l'objectif de la sécurité ainsi que la nature des politiques de sécurité. Il faudrait mettre au point de nouveaux indices sur la sécurité.

Notes

1. E. Sköns, et. Al., 2005, « Military expenditure », dans SIPRI, *SIPRI Yearbook 2005: Armaments, Disarmament and International Security*, Oxford, Oxford University Press, chap. 8.
2. M. Eriksson et P. Wallensteen, 2004, « Armed conflict, 1989–2003 », *Journal of Peace Research*, vol. 41, n° 5 (septembre), p. 625 à 636, à l'adresse <www.pcr.uu.se/database/>.
3. Nations Unies, *Un monde plus sûr : notre affaire à tous. Rapport du Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement*, document des Nations Unies A/59/565 du 2 décembre 2004, disponible à l'adresse <www.un.org/french/secureworld>
4. M. Corbin et M. Pemberton, 2005, *A Unified Security Budget for the United States, 2006*, Washington DC, Center for Defense Information and Foreign Policy in Focus, disponible à l'adresse <www.fpiif.org/pdf/reports/USB.pdf>.
5. I. Kaul et al., 2003, *Providing Global Public Goods: Managing Globalization*, publié pour le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), New York, Oxford University Press. Voir <www.globalpublicgoods.org> ainsi que le site du PNUD à l'adresse <www.undp.org/globalpublicgoods>.